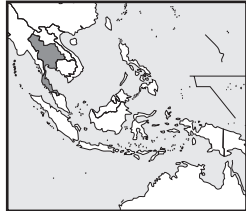


Sous l'emprise des capitaux transnationaux et du libre-échange

RANEE HASSARUNGSEE¹



Les enseignements tirés du désastre économique de 1997 recommandent à la Thaïlande de se protéger contre les risques de flux de capitaux et de fluctuations des devises internationales, en imposant des contrôles stricts sur les transactions de capitaux à court terme et des mesures visant à minimiser l'imprévisibilité des investissements internationaux.

Conséquences de la crise économique et financière de 1997

La dette publique de la Thaïlande s'élevé à présent à 2,886 mille milliards de baht thaïlandais (64,9 milliards de dollars US), soit 56% du PIB national. Elle se compose de 1,212 mille milliards de baht thaïlandais (27,3 milliards de dollars US) de prêts publics directs, 920 milliards de baht thaïlandais (20,7 milliards de dollars US) de prêts garantis et non garantis aux entreprises publiques, ainsi que de la dette de 754 milliards de baht thaïlandais (17 milliards de dollars US) contractée par le Fonds de développement des institutions financières.² Ceci ne comprend pas les activités gouvernementales de stimulation de l'économie ou les programmes publics d'allègement visant à générer des revenus et des emplois.

Le chômage est en hausse. Selon une étude réalisée en février 2001 par le Bureau national des statistiques, la population active de la région nord-est — la région la plus pauvre du pays — comprenait 10 645 761 individus, dont 917 317 n'avaient pas d'emploi — un taux élevé de 8,6%, par comparaison avec le taux de 7,2% seulement de 2000. La moyenne nationale était de 4,8%.³

En raison de la crise économique, le nombre de thaïlandais pauvres a augmenté à 16%, soit 10 millions d'individus. (Selon la classification de la Banque mondiale, est considérée comme pauvre en Thaïlande toute personne dont le salaire mensuel est inférieur à 886 baht thaïlandais (20 dollars US) ou gagnant moins de 33,50 baht thaïlandais (0,75 dollars US par jour). Bon nombre des pauvres appartiennent à des familles de petits ou moyens agriculteurs dont les chefs sont peu instruits et ne possèdent pas de terres. Soixante six pour cent des pauvres vivent dans la région Nord-Est.⁴

Les conséquences de la crise économique de 1997 aux plans national et international sont complexes; pour améliorer l'économie, il faudra agir sur plusieurs fronts. Les économistes de premier plan ont proposé des changements dans le système macroéconomique du pays.⁵ Wiraphong Ramangkul, ancien vice-premier ministre et ministre des Finances, suggère que la Thaïlande se protège des risques de flux de capitaux et de fluctuations des devises internationales, qui ont été la cause majeure du désastre économique de 1997. Rangsan Thanaphornphan de la Faculté de Sciences Economiques de l'Université de Thammasat recommande un abandon de la

libéralisation financière, l'imposition de contrôles stricts sur les transactions de capitaux à court terme et des mesures tendant à minimiser l'imprévisibilité des investissements internationaux.

Pauvres: sans ressources et sans voix

Le Professeur Nidhi Lawsriwong, de Midnight University (Forum Educatif populaire) a analysé le phénomène de la pauvreté croissante et a conclu que sa cause profonde était le manque d'accès aux ressources nécessaires pour la vie quotidienne. Deux facteurs contribuent à ceci:⁶

Le gouvernement gère la distribution des ressources naturelles, et il est principalement mû par le profit et non par l'amélioration des conditions de vie. Le gouvernement autorise l'exploitation des ressources naturelles par ceux qui peuvent réaliser de gros bénéfices. Chose étonnante, ils préfèrent laisser les terres en friche à des fins spéculatives, plutôt que d'y cultiver du manioc. Du point de vue commercial, des bénéfices de 500 baht thaïlandais (11,3 dollars US) tirés de la culture du manioc sur un lopin d'un rai (6,25 rai = 1 hectare) représentent une bagatelle, par rapport aux millions de bahts que peut rapporter la spéculation foncière sur ce même lopin de terre.

Privés de leurs ressources, les pauvres perdent leur pouvoir de négociation. Les pauvres de Thaïlande n'ont pas suffisamment accès à la prise de décision politique qui leur permettrait d'améliorer leur sort. Les ressources modernes telles que les médias leur sont aussi comparativement inaccessibles. Pour attirer l'attention des médias, les pauvres doivent être au bord de la violence ou de l'illégalité. Leurs propositions ont moins d'intérêt que leurs manifestations ou leurs suicides.

Se faire entendre publiquement est une ressource politique inaccessible pour les pauvres. Ils ne peuvent ni être membres de partis politiques, ni participer aux campagnes politiques, ce qui pourrait leur donner une certaine influence. Toutefois, Nidhi pense avec optimisme que les organisations politiques populaires réussiront mieux lorsque les pauvres auront acquis plus de compétences pour mettre en application leur culture autochtone et leurs relations dans les groupements politiques modernes.

Pauvreté structurelle

La pauvreté actuelle n'est plus le problème des individus, mais une dégradation des structures économiques, politiques et sociales. On fait généralement croire au public que la seule solution à la pauvreté, c'est le développement économique et l'économie de «ruissellement» — une théorie dépassée qui a été renforcée à travers les écoles, les médias et les discours politiques. Comme l'a suggéré le

1 Cette contribution est basée sur des informations et des données fournies par les membres du Social Agenda Working Group, Thailand, et rédigée par Rane Hassarungsee de Focus on the Global South (Focus). La traduction est de Suntaree Kiatiprajuk du Thai Development Support Committee (TDSC) – Comité thaïlandais d'appui au développement.

2 Anuj Arbhahhirom, Thailand Trend Project, the 10th Report on «Communications: Attempted Search for Public Media (July-September)», the Thailand Research Fund, 2001.

3 Amara Pongsapich *et al.* «A New Paradigm on Social Development», contribution faite à une conférence annuelle intitulée 1997: Thailand's Turning Point, Political Economy Center, Novembre 2001.

4 Le *Matichon Daily*, 20 Novembre 2001.

5 Kasian Techaphira, in «An Economic Salvation Proposal: Readjustment and Review of Globalisation Hegemony», Le *Matichon Daily*, 11 Novembre 2000, p. 6.

6 Social Agenda Working Group, Thailand, Midnight University, Assembly of the Poor de et Komol Keemthong Foundation, dossier d'information sur le premier forum de discussions sur le thème «Poverty Eradication: How to Correct the Structure», tenu le 27 avril 2001 à l'Université de Thammasat, à Bangkok.

professeur Saneh Chamarik, Président de la Commission nationale des droits de l'homme, les thaïlandais ne doivent plus se focaliser sur la dépendance vis-à-vis des étrangers et des marchés, mais sur la répartition équitable des ressources entre tous les secteurs de la société.

Le peuple exige d'être protégé

Les thaïlandais n'ont cessé de demander à grands cris à être protégés contre les effets négatifs de la mondialisation. Le 9 novembre 2001, premier jour de la réunion de l'OMC au Qatar, le Réseau sur l'agriculture alternative ainsi que d'autres groupes comprenant un réseau sur le SIDA, des groupes de travailleurs et le Réseau nord-est de Local Wisdom for Self-Sufficiency ont organisé des rassemblements de protestation devant l'Ambassade des Etats-Unis. A ce qu'il semble, les Etats-Unis faisaient pression sur l'OMC pour qu'elle convienne du brevetage des formes de vie et des médicaments. De telles mesures rehausseront les prix des médicaments car les firmes pharmaceutiques prendront des brevets sur de nouveaux médicaments essentiels tels que les cocktails antiviraux. L'accord empêcherait l'Organisation thaïlandaise de Fabrication de Produits Pharmaceutiques et les firmes pharmaceutiques privées du pays d'importer des matières premières pour la production de médicaments génériques.

Une autre source de préoccupation est le biopiratage des droits de propriété sur le riz jasmin. Le «*Stepwise Programme for the Improvement of Jasmine Rice for the United States*», (un programme pour l'amélioration du riz jasmin destiné aux Etats-Unis) financé par le ministère américain de l'Agriculture, a obtenu les graines du riz Khao Dok Mali 105 auprès de l'Institut international de recherches sur le riz (IRRI) et les a traitées aux rayons gamma pour créer une nouvelle variété précoce avec des plantes plus courtes. Cette nouvelle variété de riz conservera son moelleux et son parfum initiaux et pourra pousser dans les conditions climatiques des Etats-Unis. Bien que le succès du projet n'ait pas été établi, d'aucuns se préoccupent de ce que la nouvelle variété de riz jasmin pourrait avoir un impact négatif sur la Thaïlande. Le plus préoccupant, ce sont les implications du brevetage de la nouvelle variété ou de son enregistrement pour la protection de ses droits de propriété au titre de la Loi sur la protection des variétés végétales.

Les Thaïlandais ont été prévenus des risques éventuels par le Professeur Chamarik: «A l'heure qu'il est, la Thaïlande en tant que base de ressources pour l'Asie du sud-est, se trouve face à une forte menace qui aura des effets négatifs sur un grand nombre de personnes. La libéralisation des finances et des échanges n'est rien d'autre que la libéralisation de l'accès à notre diversité biologique. Dans la sphère économique, au cours des 10 prochaines années, les ordinateurs et les automobiles disparaîtront, et les produits alimentaires ainsi que les médicaments feront leur entrée comme acteurs principaux, non seulement parce qu'ils pourraient générer un monopole sur la réalisation de profits, mais aussi parce qu'ils contrôlent le corps et l'esprit de la population mondiale.»

Le Réseau nord-est de Local Wisdom for Self-Sufficiency a déclaré qu'après s'être ouverte à l'impérialisme colonial de l'Occident déguisé en commerce capitaliste libéral, et après avoir été guidée pendant 40 ans par des «Plans nationaux de développement économique et social», la Thaïlande est encore sous le contrôle total des «capitaux transnationaux et du libre-échange». Les principaux défenseurs d'une telle hégémonie de la mondialisation sont les organisations supranationales telles que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la Banque asiatique de développement

Les pays industrialisés du G8 orientent ces organisations et leur unique objectif semble être de transformer tout ce qu'il y a au monde en produits pouvant être commercialisés librement. La réalisation de cet objectif nuira grandement aux communautés locales:

- Le mode de vie agricole, la culture et les traditions entretenues localement n'existeront plus.
- La dégradation et l'épuisement des ressources naturelles des communautés locales se poursuivront, tandis que les conflits entre l'Etat et le secteur privé d'une part, et les communautés locales d'autre part, s'intensifieront.
- La participation populaire directe dans la politique démocratique sera découragée.

- Des systèmes macro et micro économiques qui ne tiennent pas compte des pratiques des communautés locales feront leur apparition.
- Les modes de vie locaux et la sagesse locale seront absorbés par un système éducatif centralisé qui préconise des objectifs capitalistes.
- Le «traitement des maladies» à la mode occidentale, qui repose totalement sur des systèmes de santé étrangers et sur la haute technologie, vont ignorer et ruiner les systèmes de santé au niveau de la base et la sagesse sociale.

Créer des alternatives

Si la lutte pour la protection des droits à l'autosuffisance est un aspect du problème, l'autre aspect est la création d'alternatives à la globalisation. Le Réseau sur l'Agriculture Alternative (*Alternative Agriculture Network*) basé dans les régions du Nord-Est, du Centre, du Nord et du Sud, a déjà réussi à acquérir des compétences agricoles durables et à les transférer aux petits paysans. Sa proposition pour une agriculture durable a été acceptée par les agriculteurs locaux. Elle a été également incorporée dans le Huitième Plan National de Développement Economique et Social (1997-2001), en tant que principe directeur majeur de la restructuration de la production agricole pour les petits paysans, les communautés et la société. Le plan stipule en outre que 20% des terres agricoles totales, soit environ 25 millions de rai (4 millions d'hectares) doivent être réservés pour l'agriculture durable. Dans ces zones, la participation populaire au développement de systèmes agricoles, à la conservation et à la restauration des ressources naturelles est autorisée.

Le Réseau continue de surveiller le gouvernement et les autres agences et plaide en faveur d'initiatives agricoles durables. Il a constaté que nombre des initiatives étaient trop peu conséquentes pour introduire de véritables changements. Prenant part aux 99 jours de manifestations de l'Assemblée des Pauvres, du 25 janvier au 2 mai 1997, le Réseau a demandé instamment à l'administration Chavalit de réexaminer les activités du ministère de l'Agriculture et d'autres agences concernées. Il a également proposé au gouvernement un «Projet pilote pour le développement de l'agriculture durable chez les petits paysans», qui offre divers modèles agricoles adaptés à différents paysages écologiques et cultures communautaires. Le projet a également prévu des organigrammes ainsi que la gestion par les paysans et les organisations communautaires, afin qu'ils puissent servir de modèles au développement de l'agriculture durable à l'échelon national.

Les demandes et les pressions de l'Assemblée ont abouti à l'approbation du Projet Pilote par le Cabinet, le 18 mars 1997, ouvrant la voie à sa mise en œuvre. Le réseau a alors élaboré des plans opérationnels et budgétaires détaillés pour les soumettre à l'examen du gouvernement et des agences concernées. Mais la crise économique a précipité la démission du gouvernement Chavalit survenue le 4 novembre 1997 et le Projet Pilote a été renvoyé au ministère de l'Agriculture. Le Réseau et l'Assemblée n'ont cessé d'insister auprès du nouveau gouvernement de coalition dirigé par Chuan Leekpai pour qu'il réexamine le Projet Pilote. L'administration Chuan a finalement donné l'aval du Cabinet le 30 mars 2000, donnant son accord de principe et approuvant la mise en œuvre du «Projet Pilote 2001-2003 pour le développement de l'agriculture durable chez les petits paysans» avec un budget de 633 millions de baht thaïlandais (14,3 millions de dollars US)

Le projet cible 27 100 rai (4 336 hectares) de terres agricoles et de zones côtières le long des 116,4 kilomètres de la Baie de Pattani. Dans l'ensemble, les zones ciblées se situent dans 19 paysages écologiques: neuf dans le Nord-Est, quatre dans le Nord et quatre dans le Sud, et deux dans la Région Centrale. Les groupes cibles du projet comprennent 3 670 familles vivant dans les plaines, les plateaux et les montagnes et 3 535 familles de pêcheurs.

Le Projet Pilote est l'aboutissement d'un long combat mené par de nombreuses organisations. Le gouvernement devrait appuyer et promouvoir activement ce type d'initiative populaire sur le long terme, en vue de réaliser l'objectif de développement durable. ■

Social Agenda Working Group
Focus on the Global South (Focus)
<ranee@focusweb.org>